

La déontologie. Rôle et responsabilités du conservateur

17 juin 2015

Dans un monde ouvert et en constante évolution, les questions du rôle, de la responsabilité et de la déontologie du conservateur se posent avec une actualité et une acuité particulières. Confronté à une complexité et une diversité croissantes de situations et d'acteurs, à des enjeux potentiellement contradictoires, les conservateurs se doivent d'interroger sans cesse les principes et les valeurs qui encadrent leur pratique, règlent leur conduite et légitiment leur action.

C'est dans cette perspective que l'Inp a souhaité organiser une journée de formation sur la déontologie destinée aux élèves conservateurs. Cette journée qui tiendra un rôle essentiel dans leur formation sera également ouverte au public.

Cette rencontre sera l'occasion de confronter l'expérience et les points de vue de professionnels exerçant dans les divers champs du patrimoine - archives, archéologie, bibliothèques, inventaire, monuments historiques, musées, PSTN - et de tirer de leurs expériences respectives des enseignements précieux pour la pratique professionnelle des futurs conservateurs.

Cette journée est organisée en partenariat avec le Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Programme

9h00

Accueil

9h30

Ouverture

9h45

Qu'est-ce que la déontologie des fonctionnaires ?

Christian Vigouroux, Conseiller d'Etat, président de la section de l'Intérieur au Conseil d'Etat

10h15

Le savant et le politique : les relations entre les services de l'inventaire et les élus

Eric Cron, chef du Service régional du patrimoine et de l'Inventaire de la Région Aquitaine

10h45

Pause

11h00

L'archéologue et l'aménageur : quand deux grandes politiques publiques se rencontrent

Anne Pariente, directrice du Service archéologique de la Ville de Lyon

11h30

La recherche des origines : enjeux liés à la provenance des collections des musées

12h00

Débats

12h30

Déjeuner libre

14h15

Reprise

14h30

L'archiviste et l'intime : patrimoine public et vie privée

Bruno Ricard, sous-directeur de la communication et de la valorisation des archives, service interministériel des Archives de France, direction générale des patrimoines, ministère de la culture et de la communication

15h00

Le patrimoine au risque de choquer : le traitement des collections sensibles

Cédric Crémère, directeur du Muséum d'Histoire Naturelle du Havre

15h30

Pause

15h45

Le monument et le vrai : restaurer, restituer, recréer ?

Delphine Christophe, conservatrice régionale des monuments historiques, coordonnatrice du pôle Architecture et Patrimoines, DRAC Languedoc-Roussillon

16h15

L'écrit face à la révolution numérique : les enjeux pour les professionnels des bibliothèques

Denis Bruckmann, directeur des collections, directeur général adjoint, Bibliothèque nationale de France

16h45

Débats

17h15

Conclusion

Philippe Barbat, directeur de l'Institut national du patrimoine

Informations pratiques

17 juin 2015 | de 9 h 30 à 18 h

Salle de Cinéma II - Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou

Inscriptions

Déontologie et service public : le sens de l'engagement

16 et 17 mars 2016



Lieu :

Institut national du patrimoine (INP)
2, rue Vivienne
3^{ème} étage
75002 Paris
Salle Champollion

Accès Métro :

ligne 1, station Palais Royal - Musée du Louvre
ligne 2, station Bourse
ligne 7 ou ligne 14, station Pyramides

CONTEXTE

La principale mission de l'Ecole nationale d'administration et de l'Institut national du patrimoine est d'assurer la formation initiale et continue de dirigeants et hauts responsables du service public.

Membres d'HeSam Université, les deux institutions partagent une conviction : la déontologie constitue aujourd'hui un enjeu majeur quant aux pratiques professionnelles des agents publics. Pour cette raison, elles ont souhaité élaborer ensemble une pédagogie partagée du management éthique dans le champ de la formation initiale des élèves hauts fonctionnaires et dans celui de la formation continue des professionnels du service public.

La déontologie est le nécessaire questionnement des dirigeants et responsables publics confrontés à des situations concrètes dans lesquelles les valeurs, les règles, les techniques d'analyse sont en jeu. Elle est devenue une indispensable compétence et, pour l'ENA et l'INP, un axe prioritaire d'innovation pédagogique.

Ce projet bénéficie d'une aide de l'ANR au titre du programme Investissements d'Avenir (ANR-11-IDEX-0006-02).

OBJECTIFS

Adopter un comportement conforme à la déontologie n'est pas un enjeu nouveau pour les agents publics, et tout particulièrement pour ceux d'entre eux qui sont amenés, par leur position hiérarchique, à prendre des décisions importantes ou à influencer sur leur élaboration, et, partant, à être potentiellement exposés aux pressions de toutes celles et de tous ceux, individus ou organismes, pour lesquels ces décisions ont des conséquences.

Toutefois, la question de la déontologie se pose avec une actualité particulière dans un monde désormais ouvert, où l'action publique implique des contacts de plus en plus fréquents avec d'autres domaines d'activité, notamment le secteur économique, où les évolutions technologiques modifient largement les conditions d'exercice des métiers et où les échanges internationaux impliquent une adaptation constante des pratiques professionnelles.

Aussi la déontologie doit-elle s'intégrer pleinement dans la pratique professionnelle des dirigeants et hauts responsables du service public. Cette appropriation sera une garantie pour eux-mêmes, face aux erreurs auxquelles l'oubli de la déontologie peut mener, et pour la collectivité, qui exprime de façon légitime une attente croissante de rigueur vis-à-vis des responsables publics.

Objectifs de la formation :

- Connaître, s'approprier et mettre en œuvre les valeurs, les règles et les techniques de questionnement ou d'analyse qui constituent la déontologie du service public ;
- Donner à chacun les moyens d'adopter le comportement approprié face à des situations concrètes mettant en jeu les valeurs fondamentales du service public et rester à l'avant-garde ;
- Contribuer à garantir et à renforcer le lien de confiance entre les responsables publics et les citoyens.

EQUIPE PEDAGOGIQUE ET INTERVENANTS

Pour cette formation de haut niveau que proposent l'Ecole nationale d'administration et l'Institut national du patrimoine, des intervenants reconnus pour leur connaissance et leur expertise seront réunis au cœur d'un projet ouvert. Ils assureront l'enseignement de la déontologie, un enjeu qui

répond à une attente de nos concitoyens vis-à-vis du service public, et, au-delà, de l'ensemble des organisations, quel que soit leur statut.

L'équipe pédagogique est composée, d'une part, de hauts fonctionnaires dotés de solides connaissances juridiques – car si la déontologie ne se confond pas avec la règle de droit, cette dernière n'en constitue pas moins un socle de la déontologie – et d'une expérience professionnelle les ayant confrontés à des situations où la déontologie était en jeu, d'autre part, d'universitaires et de consultants, notamment spécialistes de la sociologie des organisations, qui inviteront les auditeurs à prendre de la distance vis-à-vis de leurs conceptions comme de leur pratique et à resituer les enjeux déontologiques du service public dans un cadre plus général.

Philippe Barbat

Maître des requêtes au Conseil d'État, directeur de l'Institut national du patrimoine

Hervé Barbaret

Conseiller maître à la Cour des Comptes, directeur du Mobilier national et des manufactures des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie

Sophie Makariou

Conservatrice générale du patrimoine, présidente du Musée national des arts asiatiques – Guimet

Jérôme Michel

Maître des requêtes au Conseil d'Etat

Fabien Oppermann

Conservateur en chef du patrimoine, chef de la mission des archives et du patrimoine culturel, Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche

Jacques Roudière

Contrôleur Général des Armées, ancien Directeur des Ressources Humaines du Ministère de la Défense

Gisèle Szczyglak

Docteur en philosophie politique, consultante, fondatrice et présidente de W&C Consultants

Christian Vigouroux

Conseiller d'Etat, président de la section de l'intérieur du Conseil d'État

DES OUTILS PEDAGOGIQUES PARTAGES

L'ENA et l'INP constitueront pour cette formation des ressources documentaires communes sur le thème de la déontologie. Dotés chacun d'un centre de documentation et de recherche produisant notamment des bibliographies et des dossiers documentaires, les deux établissements partageront ces ressources et les enrichiront en commun.

Mercredi 16 mars

9h30 - 10h00	Café d'accueil Ouverture par Philippe Barbat Présentation de la formation et tour de table des participants
10h00 - 12h30	Qu'est-ce que la déontologie des fonctionnaires ? Définition, enjeux, sources écrites et transmission des valeurs communes du service public Christian Vigouroux Échanges et discussion
12h30 - 14h00	Déjeuner en commun pris en charge par l'Inp
14h00 - 16h30	Études de cas Travail en deux sous-groupes <ul style="list-style-type: none">•Dans les secrets de l'Etat : déontologie de l'accès, de la gestion et de la mise à disposition de l'information Fabien Oppermann•Fonction publique / secteur privé : la déontologie de la mobilité Jacques Roudière
16h30 - 16h45	Pause
16h45 - 18h00	Restitution Échanges et discussion

Jeudi 17 mars

9h30 - 10h00	Café d'accueil
10h00 - 13h00	Atelier de co-développement Gisèle Szczyglak Travail en deux sous-groupes
13h00 - 14h30	Déjeuner en commun pris en charge par l'Inp
14h30 - 17h00	Table ronde : retours d'expériences et regards croisés sur la déontologie du service public Philippe Barbat Hervé Barbaret Sophie Makariou Jérôme Michel
17h00 - 17h30	Bilan et évaluation de la formation

Accès à la déontologie : bilan et perspective des formations en France

Mercredi 17 mai 2017

Auditorium Colbert – 18h/21h

Galerie Colbert, 2 rue Vivienne – 75002 Paris

Pourquoi procéder à un état des lieux des formations en déontologie ?

De plus en plus de personnels intègrent les effectifs des musées sans avoir acquis au préalable une formation spécifique « musée ».

Des fonctions telles que les finances, les RH, l'événementiel, la recherche de mécénat, l'accueil et la sécurité, les développements web et réseaux ... reposent sur des compétences élevées acquises en formations supérieures ou grandes écoles et sont applicables sans formations complémentaires aux missions actuelles de « gestion » des musées. Ces missions prennent de plus en plus de poids dans les établissements, sous l'influence du besoin d'améliorer le ratio recettes/dépenses, d'augmenter la fréquentation, de renforcer la sécurité des visiteurs ... C'est un enrichissement humain en même temps qu'un changement substantiel dans les qualifications des personnels de musées, qu'on aurait pu jusqu'à récemment décrire comme des métiers où l'on conserve, enrichit, restaure des collections patrimoniales pour les rendre visibles aux publics. Telle est en substance la définition du musée par l'ICOM, définition qui est assortie d'un « code de déontologie » dont la lecture convainc qu'au-delà de principes, il exprime les valeurs qui lient entre eux tous les intervenants de la chaîne qui va de l'objet au visiteur et en constitue, ce faisant, la culture commune.

Force est de constater que les professionnels formés dans un cadre non spécialisé n'accèdent pas tous à cette culture commune et n'ont pas tous bénéficié d'un cursus de déontologie. A tous les étages de la hiérarchie d'un musée, on croise des agents qui n'ont pas connaissance du « code de déontologie », ni même de son existence, ni même de l'existence de la loi Musée qui, pourtant, les oblige.

Jusqu'à quel point ce constat se vérifie-t-il, est-ce dommageable et si oui, que faire pour y remédier ?

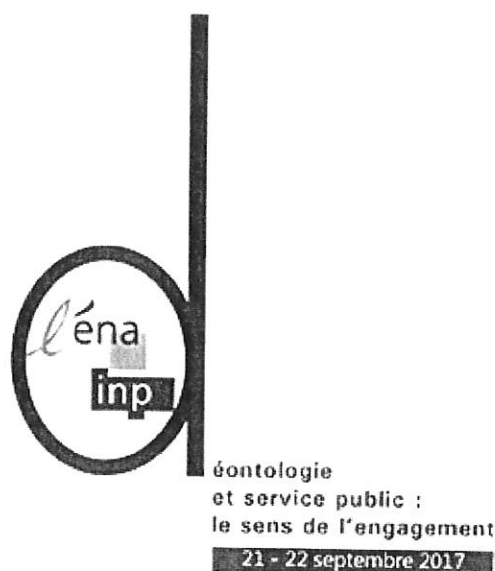
C'est l'objet de la session d'information organisée par ICOM France et l'INP le 17 mai prochain.

Plus concrètement, il s'agirait d'éclairer les aspects suivants :

- Si, au sein des écoles spécialisées, la déontologie occupe une place importante parfois même élargie à tous les cadres de la fonction publique, qu'en est-il des formations universitaires ou des formations en écoles privées ?
- Quand elles existent, quelle est la nature de ces formations, quel en est le contenu et de quel poids pèsent-elles dans l'évaluation des connaissances ?

Déontologie et service public : le sens de l'engagement

En partenariat avec l'Ecole nationale d'administration



La déontologie consiste à donner aux agents les moyens d'adopter le comportement approprié face à des situations concrètes mettant en jeu les valeurs fondamentales du service public que sont, notamment, la probité, l'objectivité et l'indépendance vis-à-vis des pressions extérieures.

La loi relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires, promulguée le 20 avril 2016, réaffirme ces valeurs fondamentales du service public et introduit de nouvelles règles : prévention des conflits d'intérêts, nouvelle protection pour les lanceurs d'alerte, renforcement des règles sur le cumul d'activités et les départs vers le secteur privé.

Adopter un comportement conforme à la déontologie n'est pas un enjeu nouveau pour les agents publics, et tout particulièrement pour ceux d'entre eux qui sont amenés, par leur position hiérarchique, à prendre des décisions importantes ou à influencer sur leur élaboration, et, partant, à être potentiellement exposés aux pressions de toutes celles et de tous ceux, individus ou organismes, pour lesquels ces décisions ont des conséquences.

Toutefois, la question de la déontologie se pose avec une actualité particulière dans un monde désormais ouvert, où l'action publique implique des contacts de plus en plus fréquents avec d'autres domaines d'activité, notamment le secteur économique, où les évolutions technologiques modifient largement les conditions d'exercice des métiers et où les échanges internationaux impliquent une adaptation constante des pratiques professionnelles.

Aussi la déontologie doit-elle s'intégrer pleinement dans la pratique professionnelle des dirigeants et responsables du service public. Cela implique, pour les agents, de connaître, de s'approprier et de mettre en œuvre les valeurs, les règles et les techniques de questionnement ou d'analyse qui constituent la déontologie du service public. Cette appropriation sera une garantie pour eux-mêmes, face aux erreurs auxquelles l'oubli de la déontologie peut mener, et pour la collectivité, qui exprime de façon légitime une attente croissante de rigueur vis-à-vis des responsables publics.

A l'issue de cette formation, les participants seront capables de :

- connaître, s'approprier et mettre en œuvre les valeurs, les règles et les techniques de questionnement ou d'analyse qui constituent la déontologie du service public ;

service public et rester à l'avant-garde ;

- contribuer à garantir et à renforcer le lien de confiance entre les responsables publics et les citoyens.

Contenu

- Qu'est-ce que la déontologie ? Définition, enjeux, sources écrites et transmission des valeurs communes du service public

- Etudes de cas (travaux en sous-groupes) sur différents thèmes : mobilité public/privé, lancement d'alerte, gestion de l'information, données publiques à l'heure du numérique...

- Atelier de co-développement : démarche visant à aider le groupe à trouver des solutions concrètes à une problématique déontologique réelle, apportée par l'un des « pairs », favorisant le partage des pratiques et le développement de l'intelligence collective

- Retours d'expériences et regards croisés sur la déontologie du service public

Coordonnateurs : Institut national du patrimoine et Ecole nationale d'administration

Infos pratiques

Public concerné : agents publics

Dates : 21 et 22 septembre 2017

Durée : 2 jours

Lieu : Paris, Ecole nationale d'administration

Prix : 650 euros (voir les conditions d'inscription). Le régime d'exonération en vigueur pour les formations inscrites au catalogue de formation de l'Institut national du patrimoine ne sera pas appliqué pour cette formation spécifique.

Inscriptions

Bulletin d'inscription à envoyer à Guillaume Durand (formation.conservateur.permanente@inp.fr) – Institut national du patrimoine – 2 rue Vivienne, 75002 Paris. Renseignements au 01 44 41 16 54

Télécharger le bulletin d'inscription (PDF)